

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER L'accès à la justice	3
SECTION 1 L'ÉGALITÉ DEVANT LA JUSTICE	5
§ 1. Le principe	5
§ 2. La relativité du principe dans son application	6
SECTION 2 LA GRATUITÉ DE LA JUSTICE	7
§ 1. Le principe	7
§ 2. Les honoraires de l'avocat	9
§ 3. L'aide juridique	10
A. Historique	10
B. Système actuel	
(loi du 10 juillet 1991 et décret du 19 décembre 1991)	11
SECTION 3 LA PERMANENCE DE LA JUSTICE	18
§ 1. Le principe	18
§ 2. Les tempéraments	19
CHAPITRE 2 Le monopole étatique de la justice	20
SECTION 1 LE SENS DU MONOPOLE ÉTATIQUE DE LA JUSTICE	21
§ 1. Sens historique	21
§ 2. Sens actuel du monopole étatique de la justice	22
A. Obligation de juger	22
B. Exclusivité du pouvoir judiciaire	22
SECTION 2 LA PORTÉE DU MONOPOLE ÉTATIQUE DE LA JUSTICE	23
§ 1. L'arbitrage	23

A. Avantages	23
B. Inconvénients	24
§ 2. Les autres modes de règlement des conflits	25
A. La transaction	25
B. La médiation	26
C. La conciliation	28
CHAPITRE 3 La collégialité	30
SECTION 1 LA PROBLÉMATIQUE DE LA COLLÉGIALITÉ	31
§ 1. Les arguments en faveur de la collégialité	31
A. Une meilleure justice	31
B. Une justice plus impartiale	32
C. Une justice plus forte	32
§ 2. Les arguments en faveur du juge unique	32
A. Une justice plus responsable	32
B. Une justice plus efficace	33
C. Un juge mieux sélectionné	33
SECTION 2 LES SOLUTIONS EN DROIT FRANÇAIS	33
§ 1. L'extension des juridictions à juge unique	34
A. En droit pénal	34
B. En droit judiciaire privé	35
§ 2. Les audiences à juge unique au sein des juridictions collégiales	38
A. En droit pénal	38
B. En droit judiciaire privé	38
CHAPITRE 4 Les deux ordres juridictionnels	40
SECTION 1 L'ÉMERGENCE D'UN ORDRE JURIDICTIONNEL NOUVEAU : L'ORDRE ADMINISTRATIF	41
§ 1. De la justice retenue à la justice déléguée	41
§ 2. L'intérêt de l'existence d'un ordre administratif à côté de l'ordre judiciaire	42
A. L'émergence du droit administratif grâce à ce nouvel ordre de juridiction	42
B. Une justice mieux adaptée	42
SECTION 2 LE TRIBUNAL DES CONFLITS	43
§ 1. Son organisation	43
A. Ses origines	43
B. Son mode de fonctionnement	43

§ 2. Son domaine d'intervention	44
A. Conflit positif	44
B. Conflit négatif	44
C. Dénî de justice	44
CHAPITRE 5 Le tribunal de grande instance	46
SECTION 1 ORGANISATION ET COMPÉTENCE	47
§ 1. Organisation	47
A. Historique	47
B. Organisation actuelle	48
§ 2. Compétence	48
SECTION 2 FONCTIONNEMENT	49
§ 1. Attributions administratives	49
A. Le président du tribunal de grande instance	50
B. Les assemblées générales	50
§ 2. Attributions juridictionnelles	51
A. La formation collégiale	51
B. La formation à juge unique	51
C. Les pouvoirs propres du président	52
CHAPITRE 6 Les juridictions spécialisées de première instance	54
SECTION 1 LE TRIBUNAL D'INSTANCE	56
§ 1. Organisation du tribunal d'instance	56
A. Ressort	56
B. Composition	57
C. Fonctionnement	57
§ 2. Compétence	58
A. Territoriale	58
B. D'attribution	58
SECTION 2 LE TRIBUNAL DE COMMERCE	60
§ 1. Organisation	61
A. Ressort	61
B. Composition	61
C. Devenir de l'institution	64
§ 2. Fonctionnement	65
A. Formation juridictionnelle du tribunal	65
B. Formation administrative du tribunal	66
§ 3. Attributions	66

SECTION 3 LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES	66
§ 1. Organisation	66
A. Ressort	66
B. Composition	67
§ 2. Fonctionnement	69
A. Formation juridictionnelle du conseil	69
B. Formation administrative	69
§ 3. Compétence	70
A. Compétence d'attribution	70
B. Compétence territoriale	70
SECTION 4 LES JURIDICTIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE	70
§ 1. Contentieux général	71
§ 2. Contentieux technique médical	71
A. La juridiction de première instance	71
B. La juridiction d'appel	73
SECTION 5 LES TRIBUNAUX PARITAIRES DES BAUX RURAUX	73
§ 1. Organisation	74
§ 2. Fonctionnement	74
SECTION 6 LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ	75
§ 1. Organisation	75
§ 2. Compétence	75
A. En matière civile	75
B. En matière pénale	76
§ 3. Fonctionnement	76
A. En matière civile	76
B. En matière pénale	76
CHAPITRE 7 La cour d'appel	78
SECTION 1 ORGANISATION ET MODE DE FONCTIONNEMENT	79
§ 1. Organisation	79
§ 2. Composition	80
A. Le Premier président	80
B. Les conseillers	82
§ 3. Fonctionnement de la cour d'appel	82
A. Les chambres	82
B. Les audiences	82
C. Les formations spéciales	83

SECTION 2 ATTRIBUTIONS DE LA COUR D'APPEL	84
§ 1. L'exclusivité de la cour d'appel comme juridiction de second degré	84
A. Avant 1958	84
B. La réforme opérée en 1958	84
§ 2. L'exclusion de certains litiges	85
CHAPITRE 8 Les juridictions pénales d'instruction	86
SECTION 1 LE JUGE D'INSTRUCTION	87
§ 1. Présentation	87
A. Sa désignation	87
B. Son particularisme	87
§ 2. La saisine du juge d'instruction	88
A. Les cas de saisine	88
B. Les modes de saisine	89
§ 3. Le rôle du juge d'instruction	90
A. Le pouvoir d'information	90
B. Le pouvoir juridictionnel	91
SECTION 2 LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION	93
SECTION 3 LA CHAMBRE DE L'INSTRUCTION	94
§ 1. Composition	95
§ 2. Juridiction d'instruction du second degré	95
A. Juge d'appel de toutes les ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention	95
B. Juge d'appel en matière criminelle	96
§ 3. Autres fonctions de la chambre de l'instruction	97
A. Juridiction disciplinaire	97
B. En matière d'extradition	97
C. En matière d'amnistie	97
D. En matière de réhabilitation	97
E. Incidents d'exécution d'arrêt de la cour d'assises	97
CHAPITRE 9 Les juridictions pénales de jugements	98
SECTION 1 LES JURIDICTIONS PÉNALES DE PREMIER DEGRÉ	99
§ 1. Le tribunal de police	99
§ 2. Le tribunal correctionnel	100
A. Organisation	101
B. Compétence	102

§ 3. La cour d'assises	103
A. Organisation	103
B. Fonctionnement	106
SECTION 2 LES JURIDICTIONS PÉNALES DE JUGEMENT EN APPEL ...	107
§ 1. La chambre des appels correctionnels	107
A. Composition	107
B. Compétence	108
§ 2. L'appel des décisions des cours d'assises	108
SECTION 3 LES JURIDICTIONS CHARGÉES DE L'APPLICATION DES PEINES	109
§ 1. Le juge de l'application des peines	109
§ 2. La juridiction régionale de la libération conditionnelle	110
A. Sa composition	110
B. Son fonctionnement	110
§ 3. La juridiction nationale de la libération conditionnelle	111
CHAPITRE 10 Les juridictions pénales spécialisées	112
SECTION 1 LES JURIDICTIONS PÉNALES POUR MINEURS	113
§ 1. Les juridictions d'instruction	113
A. Le juge des enfants	114
B. Le juge d'instruction	115
C. La chambre de l'instruction	116
§ 2. Les juridictions de jugement	116
A. Le juge des enfants	117
B. Le tribunal pour enfants	118
C. La cour d'assises des mineurs	119
SECTION 2 LES JURIDICTIONS SPÉCIALISÉES EN MATIÈRE MILITAIRE	120
§ 1. Le déclin des juridictions spécialisées en matière militaire	120
A. La loi du 4 août 1981	120
B. La loi du 21 juillet 1982	120
C. Les juridictions subsistantes	120
§ 2. Les juridictions de droit commun à composition spéciale	121
SECTION 3 LES JURIDICTIONS DE NATURE POLITIQUE	122
§ 1. La Haute cour de justice	122
§ 2. La Cour de justice de la République	122

A. Son objet	122
B. Sa composition	123
C. Sa saisine	123
D. Son fonctionnement	124
E. Son devenir	124
CHAPITRE 11 La Cour de cassation	125
SECTION 1 LE RÔLE DE LA COUR DE CASSATION	126
§ 1. Rôle classique : juge du droit	126
A. L'article 628 du Nouveau Code de procédure civile	127
B. Le premier président ou son délégué	128
§ 2. Le rôle nouveau : la saisine pour avis	128
SECTION 2 LA COMPOSITION DE LA COUR DE CASSATION	128
§ 1. Le premier président et les présidents de chambre	129
A. Le premier président	129
B. Les présidents de chambres	130
§ 2. Les conseillers et leurs assistants	131
A. Les conseillers	131
B. Les assistants	131
CHAPITRE 12 Le Conseil d'État	133
SECTION 1 ORGANISATION DU CONSEIL D'ÉTAT	135
§ 1. Composition	135
§ 2. Formations	136
A. Formations administratives	136
B. Formations juridictionnelles	136
SECTION 2 LA COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE DU CONSEIL D'ÉTAT	137
§ 1. Le Conseil d'État : juge de premier instance	137
§ 2. Le Conseil d'État : juge d'appel	139
§ 3. Le Conseil d'État juge de cassation	140
SECTION 3 LES ATTRIBUTIONS DE CONSEIL D'ÉTAT EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE ET LÉGISLATIVE	141
CHAPITRE 13 Le tribunal administratif et la cour administrative d'appel	142
SECTION 1 LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	143
§ 1. Organisation	143

A. Le président du tribunal administratif	143
B. Les chambres	144
§ 2. Compétence	145
A. Territoriale	145
B. Matérielle	146
SECTION 2 LES COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL	146
A. Organisation	146
B. Compétence	147
C. Fonctionnement	148
CHAPITRE 14 Les juridictions administratives spécialisées	149
SECTION 1 LES CRITÈRES DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES SPÉCIALISÉES	150
§ 1. La problématique	150
A. L'enjeu : de la simple autorité administrative à la juri- diction administrative	150
B. L'intérêt de la distinction	150
§ 2. Les solutions	152
A. L'acte de création de l'organe	152
B. La fonction juridictionnelle	152
SECTION 2 LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES SPÉCIALISÉES À CARACTÈRE FINANCIER	153
§ 1. La Cour des comptes	153
A. Organisation	153
B. Attributions	153
§ 2. Les chambres régionales des comptes	154
A. Organisation	154
B. Attributions	154
§ 3. La cour de discipline budgétaire et financière	155
A. Organisation	155
B. Fonctionnement	155
SECTION 3 LES AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES SPÉCIA- LISÉES	156
CHAPITRE 15 Le Conseil constitutionnel	157
SECTION 1 ORGANISATION	158
§ 1. Composition	158
A. Les membres nommés	158

B. Les membres de droit	159
§ 2. Statut	159
SECTION 2 ATTRIBUTIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	159
§ 1. Juge de la constitutionnalité	159
A. Intervention d'office	160
B. Intervention sur recours	160
§ 2. Juge électoral	161
A. Élection présidentielle	161
B. Référendum	161
C. Élections législatives et sénatoriales	161
§ 3. Autres attributions	161
A. Constatant	161
B. Consultant	162
CHAPITRE 16 Les juridictions internationales	163
SECTION 1 LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	164
§ 1. Organisation	164
§ 2. Attributions	165
A. Attributions consultatives	165
B. Attributions contentieuses	165
SECTION 2 LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME	166
§ 1. Composition	166
§ 2. Compétence	167
§ 3. Pouvoirs	167
SECTION 3 LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS ET LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE	168
§ 1. La Cour de justice des communautés	169
A. Organisation de la Cour	169
B. Compétence de la Cour	169
C. Attributions	169
§ 2. Le tribunal de première instance	170
A. Organisation	170
B. Compétence	170
SECTION 4 LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE	171
§ 1. Les principes statutaires de la Cour pénale interna- tionale	171
§ 2. La composition de la Cour	171

§ 3. L'organisation de la Cour	172
A. La chambre préliminaire	173
B. La chambre de première instance	173
C. La chambre d'appel	173
CHAPITRE 17 Les juges	174
SECTION 1 RECRUTEMENT ET NOMINATION	176
§ 1. Ordre judiciaire	176
A. Recrutement	176
B. Nomination	179
§ 2. Ordre administratif	180
A. Recrutement normal	180
B. Recrutement au tour extérieur	180
SECTION 2 STATUT DES JUGES	181
§ 1. Statut de droit commun des juges de l'ordre judiciaire	181
A. L'inamovibilité des magistrats	182
B. Le déroulement de la carrière du magistrat : son avancement.	182
C. Les devoirs et obligations des juges	184
§ 2. Statut des juges de proximité	186
A. La nomination des juges de proximité	186
B. L'exercice des fonctions de juge de proximité	188
§ 3. Statut des juges de l'ordre administratif	188
A. La question de l'inamovibilité	188
B. Le déroulement de la carrière des juges de l'ordre administratif	189
C. Les devoirs et obligations des juges de l'ordre administratif	189
SECTION 3 LE RÉGIME DISCIPLINAIRE	191
§ 1. Le régime disciplinaire des juges de l'ordre judiciaire	191
A. Dispositions générales	192
B. Dispositions propres aux magistrats du siège	192
C. Dispositions propres aux magistrats du Parquet	194
D. Discipline propre aux juges de proximité	194
§ 2. Le régime disciplinaire des juges de l'ordre administratif.	195
A. Régime disciplinaire des juges des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel	195
B. Régime disciplinaire des membres du Conseil d'État	195

CHAPITRE 18 Le ministère public	197
SECTION 1 LE MINISTÈRE PUBLIC DEVANT LES JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE	198
§ 1. L'institution du Parquet devant les différentes juridic- tions de l'ordre judiciaire	199
A. Le Parquet devant les juridictions de première instance	199
B. Le Parquet devant les juridictions d'appel	200
C. Le Parquet devant la Cour de cassation	200
§ 2. Le particularisme des magistrats du ministère public par rapport à ceux du siège	200
A. La subordination hiérarchique	201
B. L'indivisibilité	203
§ 3. Les attributions du ministère public	203
A. Devant la juridiction pénale	203
B. Devant les juridictions civiles	206
SECTION 2 LE MINISTÈRE PUBLIC DEVANT LES JURIDICTIONS DE L'ORDRE ADMINISTRATIF	207
§ 1. Un statut original	207
A. Mode de désignation	207
B. Absence de subordination	208
§ 2. Un rôle original	208
CHAPITRE 19 Les avocats	209
SECTION 1 L'ACCÈS À LA PROFESSION ET L'ORGANISATION DE LA PROFESSION	211
§ 1. L'accès à la profession	211
A. Conditions relatives à la personne	211
B. Conditions relatives aux connaissances	212
C. Appartenance à un barreau	213
§ 2. L'organisation de la profession	214
A. L'organisation de chaque barreau	214
B. Le Conseil national des barreaux	216
SECTION 2 LE STATUT DE L'AVOCAT	216
§ 1. La double fonction de l'avocat	217
A. Fonction d'assistance	217
B. Fonction de représentation	217

§ 2. Droits et obligations professionnels	218
A. Droits et prérogatives de l'avocat	218
B. Obligations professionnelles	218
§ 3. Discipline	219
A. Juridiction de première instance	219
B. Juridiction d'appel	220
§ 4. Les modalités d'exercice de la profession	220
A. Les différentes formes de cabinets d'avocats	220
B. L'avocat collaborateur	221
CHAPITRE 20 Les autres auxiliaires de justice	222
SECTION 1 LES DIVERS OFFICIERS MINISTÉRIELS	224
§ 1. Les huissiers de justice	224
A. Attributions	224
B. Accès à la profession	225
C. Exercice de la profession	225
D. Organisation de la profession	225
E. Compétence	226
F. Obligations professionnelles	226
§ 2. Les avoués à la cour	226
A. Attributions	227
B. Accès à la profession	227
C. Exercice de la profession	227
D. Organisation de la profession	228
§ 3. Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	228
A. Attributions	228
B. Accès à la profession	229
C. Exercice de la profession	229
D. Organisation de la profession	229
§ 4. Les notaires	230
A. Attributions	230
B. Accès à la profession	230
C. Exercice de la profession	230
D. Organisation de la profession	231
§ 5. Les commissaires-priseurs	231
A. Attributions	231
B. Accès à la profession	231
C. Exercice de la profession	231

D. Organisation de la profession	232
E. La réforme	232
§ 6. Greffiers des tribunaux de commerce	234
A. Particularisme	234
B. Exercice de la profession	234
C. Accès à la profession	235
D. Discipline	235
E. Organisation de la profession	235
SECTION 2 LES AUTRES AUXILIAIRES DE JUSTICE NON OFFICIERS	
MINISTÉRIELS	235
§ 1. Les greffiers	235
A. Les greffiers de l'ordre judiciaire	235
B. Les greffiers des juridictions de l'ordre administratif	236
§ 2. Les experts judiciaires	237
A. Inscription sur les listes d'experts	237
B. Discipline	237
C. Obligations de l'expert	238
D. Le rapport d'expertise	238
§ 3. Les administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises	239
A. Les administrateurs judiciaires	239
B. Les mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises	240
C. Le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	241
§ 4. Les assistants de justice	241
A. Conditions de recrutement	241
B. Incompatibilités	242
C. Fonctions	242
§ 5. Les conciliateurs de justice	243
A. Mission	243
B. Nomination et incompatibilités	244
C. Saisine du conciliateur de justice	245
D. Obligations du conciliateur de justice	245
E. Rémunération	245
F. Formation	246

§ 6. Les médiateurs	246
A. Modalités de désignation	246
B. Mission	247
C. Pouvoirs	247
D. Solution	248
E. Espoir	248
BIBLIOGRAPHIE	251
INDEX	253
TABLES DES MATIÈRES	265